France : une société pervertie par des réseaux et de connivence ? Le cas de l'audiovisuel public.

Posté le : 18 novembre 2026 07:23 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Crise systémique, Attitudes, Crise financière, Economie et politique, Fiscalité

Il faut lire le témoignage de Charles Alloncle, ***Je Jure de Dire Toute la Vérité*** paru chez Fayard. Rapporteur de la Commission Parlementaire sur le service public de l'audiovisuel, son expérience racontée sans fard et, semble-t-il, avec une parfaite honnêteté, glace les sangs. On découvre une camarilla branchée sur l'argent public depuis des lustres, disposant d'un réseau étendu de soutiens politiques, syndicaux, financiers, journalistiques, avec en toile de fond quelques milliardaires pleins de morgue et d'insolence, et une collection d'artistes ou de « cultureux » de gauche, toujours prêts à se mettre à leur service par intérêt ou idéologie. Cette camarilla se sert sans vergogne dans la poche des contribuables à des niveaux monstrueux et sont prêts à tout pour maintenir un système de prédation absolument invraisemblable et honteux. La Cour des comptes a tenté à de nombreuses reprises de briser l'omerta, essentiellement en mettant en lumière des gabegies. Rien n'a jamais bougé jusqu'à ce que l'Assemblée nationale décide d'une commission d'enquête. D'habitude on crée une commission pour enterrer un problème. Les circonstances ne le permettaient pas vraiment :

- Le système audiovisuel était en faillite avec des déficits abyssaux en pleine crise budgétaire

- La malhonnêteté politique en faveur des thèses de gauche et du macronisme était évidente, surtout après que des journalistes dévoyés aient été surpris à se mettre au service du PS pour casser la candidature de Mme Dati.

- Les abus et les règlements de compte n'avaient pas cessé de nourrir des diatribes dans la presse et sur les réseaux sociaux

- L'ARCOM sanctionnait de façon extravagante les médias « de droite » et pratiquement jamais les chaînes publiques en dépit de violations choquantes et nombreuses de toutes les règles appliquées aux médias privés.

- La Commission avait été exigée par le parti de M. Ciotti, et le rapporteur, Charles Alloncle, membre de son groupe d'élus, était décidé à réaliser un vrai travail d'enquête.

La réaction de la fourmilière à l'idée même d'avoir à rendre des comptes alors qu'elle vivait sans contrôles sérieux depuis que Mitterrand avait permis à la gauche de phagocyter totalement l'audiovisuel public et de tenir tous les postes clefs, a été terrifiante. Elle a utilisé tous les moyens, absolument tous les moyens (comme l'emploi de détectives privés pour monter des provocations pour détruire le rapporteur !) et ne pas répondre. La campagne médiatique, syndicale et politicienne a été d'une telle ampleur qu'elle a intimidé la présidence de l'Assemblée et le président de la Commission. Le spectacle littéralement honteux de profiteurs du système refusant de répondre devant la commission et n'hésitant pas à mentir ou chargeant systématiquement le rapporteur au lieu de rendre des comptes, a montré que les réseaux d'influence en France permettaient de ne pas respecter la loi ! Un seul exemple : les sociétés de production subventionnées par l'audiovisuel public doivent disposer d'un capital majoritairement français. La plus importante d'entre elles, où on

retrouve M. Xavier Niel, le « milliardaire du porno », condamné pour proxénétisme, ne semble pas respecter cette règle. Le silence sur la composition du capital ne pourra pas être brisé alors que le doute est sérieux. Rappelons qu'une réponse franche et honnête est … obligatoire !

La force de la connivence a fait que l'Assemblée nationale a baissé la tête et cédé. Il s'en est fallu de peu que le rapport ne soit pas rendu public. Bien sûr la gabegie qui règne dans l'audiovisuel public est désormais dans le viseur : les notes de taxis extravagantes, l'enrichissement facile par des licenciements arrangés, les hôtels de luxe, les producteurs gagnant littéralement des fortunes, les salaires prodigieux, les déficits extravagants, cela est désormais bien connu et des coups de frein ont été donnés. Sans doute une réorganisation plus profonde du système viendra après les élections présidentielles.

Dans la période ignoble que nous traversons, la manière dont les travaux de la Commission ont été entravés reste néanmoins une honte majeure qui condamne un « système » où une gauche socialo-centriste prétendant à la vertu s'est dévoyée dans un système franchement corrompu. Information politiquement dévoyée, enrichissement de quelques-uns en volant les Français, collusion à tous les étages, contrôle rendu impossible, tout cela signale une république bananière, pas une démocratie exigeante.

On voit aujourd'hui même que ce système médiatique public s'est mis au service de la violence de rue et des entreprises mussoliniennes (le menton et la bouche tordue) et léninistes (le reste) de M. Mélenchon. Il enrichit une petite caste et fausse la vie politique en France, sur fond de destructions de bâtiment public, de violences et de chasses à l'homme. Ce n'est pas une question marginale. Et cela continue presque sans changement après les révélations de la commission parlementaire : on fait le dos rond tout en insultant le secteur privé et en refusant toute solidarité avec les journalistes qui se font agresser sur le terrain ou exclure des conférences de presse.

Il faut lire le livre de Charles Alloncle, dont la réputation sort grandie de cette affaire sinistre. C'est quasiment le seul dans ce cas !